

## REGISTRE DES DELIBERATIONS

REPUBLIQUE  
FRANÇAISE

DEPARTEMENT  
DU  
GARD

Nombre de membres	
Afférents au Conseil Municipal	En exercice
19	17
Présents	Qui ont pris part au vote
13	14

CD

Date de la  
convocation  
21 février 2020

Objet de la  
délibération

**DROIT DE  
PREEMPTION  
URBAIN  
---000---  
BIEN  
CADASTRE  
SECTION  
AD N° 90  
(à détacher  
721 m<sup>2</sup>)**

Délibération

Affichée le

- 2 MARS 2020

Transmise en

Préfecture le

- 2 MARS 2020

SEANCE DU 27 FEVRIER 2020

-----

DELIBERATION N° 02  
DU  
CONSEIL MUNICIPAL DE SAINT-CHAPTES

L'an deux mille vingt et le vingt-sept février, à 20 heures 45, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur MAZAUDIER Jean-Claude, Maire.

**PRESENTS** : Tous les membres en exercice, sauf :

- ↳ M. ADEL Georges, absent excusé.
- ↳ Mme HUBERT Pascale, absente excusée.
- ↳ Mme SAHNOUNE Karine, absente excusée.
- ↳ Mme ZAMBUJO Céline qui a donné procuration à M. CUILLE Jean-Marie.

Mme PERROTIN Karine a été nommée secrétaire.

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 213-1 et suivants et R. 213-4 et suivants ;

Vu l'article L. 2122-22 (15°) du code général des collectivités territoriales ;

Vu le plan local d'urbanisme (P.L.U.) de la commune approuvé le 25/04/2013, modifié le 27/10/2016 et le 26/09/2019 ;

Vu le plan de prévention des risques d'inondation (P.P.R.I.) en date du 03/07/2008 ;

Vu la délibération du conseil municipal du 25 avril 2013, décidant d'instituer le droit de préemption urbain en application de l'article L. 211-1 du code de l'urbanisme ;

Vu la déclaration d'intention d'aliéner établie par Me NOUGUIER Sophie, Notaire, reçue en mairie le 20 janvier 2020, portant sur le bien cadastré :

- ↳ partie de 721 m<sup>2</sup> à détacher de la section AD N° 90 (non bâti) d'une superficie de 1428 m<sup>2</sup>, situé avenue de la république.

**Considérant que le bien faisant l'objet de cette déclaration d'intention d'aliéner se trouve inclus dans une zone couverte par le droit de préemption urbain institué par la commune ;**

**Considérant que le bien mentionné ci-dessus ne présente pas d'intérêt particulier pour la commune, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de ne pas user des dispositions du droit de préemption urbain institué sur les zones U et AU du Plan Local d'Urbanisme.**

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par :  
- 14 voix**

**RENONCE à exercer son droit de préemption sur le bien cadastré :  
↳ partie de 721 m<sup>2</sup> à détacher de la section AD N° 90 (non bâti) d'une superficie de 1428 m<sup>2</sup>.**

**Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an susdits.**

**Le Maire.  
MAZAUDIER Jean-Claude.**



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

030-213002413-20200227-DE02-27FEV2020-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 02/03/2020

Affichage : 02/03/2020

